

Huit Français sur dix concernés par la vie associative

Christophe Fourel et Jean-Pierre Loisel

Depuis le milieu des années soixante-dix, le phénomène associatif a connu une croissance accélérée : de 20 000 en 1975, le nombre de créations d'associations déclarées en préfectures est passé à plus de 60 000 par an ces dernières années. Pour comprendre ce phénomène, dont l'histoire remonte au-delà de la création de la loi du 1^{er} juillet 1901, le CRÉDOC a réalisé une enquête à la demande de la Délégation Interministérielle à l'Innovation Sociale et à l'Economie Sociale (DIISES), dans la perspective des premières « Assises de la vie associative » des 20 et 21 février.

Cette enquête montre que huit Français sur dix sont concernés par la vie associative : 39 % se déclarent adhérents d'au moins une association, et 39 % également, sans être membres, disent participer de façon plus occasionnelle à ce secteur. Les Français ont, en toute logique, une bonne image des associations qu'ils jugent efficaces et utiles à la vie démocratique. Ils estiment que la complémentarité entre l'action de l'Etat et celle des associations devrait se clarifier et se renforcer.

Une double image d'engagement et de bénévolat

Parmi les mots correspondant le mieux à la notion d'association, les Français mettent nettement en avant l'idée de bénévolat qui correspond pour 96 % d'entre eux à l'image qu'ils se font des associations et celle de solidarité (95 %). C'est d'ailleurs par la fonction d'entraide, de service qu'ils définissent prioritairement la vie associative : une personne sur deux y associe spontanément ces notions. Mais ils mettent également l'accent sur la notion de temps libre (86 %), constatant ainsi l'ambivalence du phénomène associatif, dont les finalités altruistes doivent aussi satisfaire les attentes de leurs membres.

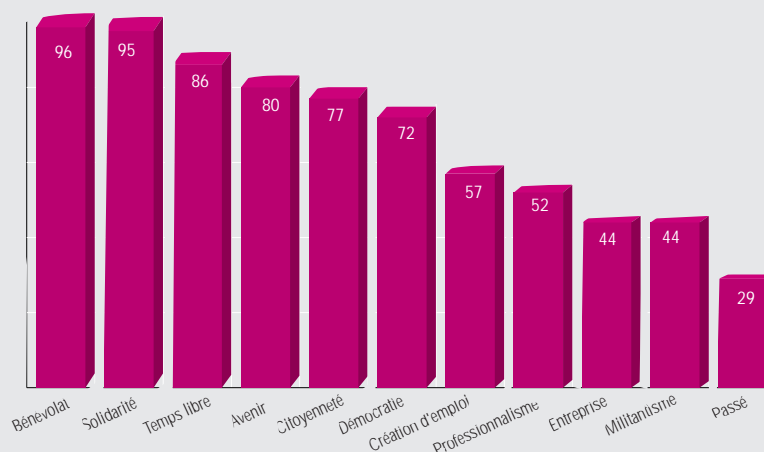
Au-delà de l'image prédominante d'un

engagement en faveur « des autres » soutenu par la participation financière de quelques-uns, c'est bien comme un vivier de citoyenneté (pour 77 % des Français), de démocratie (72 %) que sont comprises les centaines de milliers de structures œuvrant dans ce secteur. Et cette dynamique ne semble pas près de s'éteindre, puisque pour 80 % des Français, l'association est une idée d'avenir.

Plus explicitement, les Français reconnaissent les vertus des associations au sens large. Pour plus de huit sur dix, celles-ci constituent un élément important de la démocratie ; 78 % estiment leurs actions efficaces et 68 % en soulignent le fonctionnement démocratique même si une personne sur deux pense qu'elles sont souvent manipulées.

Une image centrée sur le bénévolat et la solidarité

Les mots correspondant (« tout à fait » et « plutôt ») à l'idée que l'on se fait des associations et de la vie associative (en %)



Source : Enquête CRÉDOC-DIISES sur la Vie Associative, décembre 1998.

Un rôle palliatif des déficiences supposées de l'Etat

A une image si positive correspond, chez une partie des répondants, une certaine frustration quant à la place que les associations occupent. Si pour 47% des Français elles jouent globalement le rôle qu'il faut, pour une part équivalente (45%) ce rôle n'apparaît pas assez important.

C'est dans les domaines qui sont aujourd'hui dévolus traditionnellement à la puissance publique que l'insatisfaction est la plus grande : une majorité de Français souhaiteraient en effet que les associations investissent plus les secteurs de la jeunesse, de l'éducation, de l'environnement, de la santé ou de la solidarité sociale. A l'inverse, un investissement supplémentaire dans le sport, les loisirs, la culture ou encore l'économie est nettement moins requis. L'appel à une plus grande intervention dans des secteurs a priori « publics » n'est toutefois pas dénué d'ambiguïté ; en effet, trois personnes sur quatre (75%) regrettent par ailleurs que les associations jouent déjà trop souvent un rôle que l'Etat devrait remplir. Cette apparente contradiction n'exprime-t-elle pas, en fait, la demande d'une meilleure complémentarité entre Etat et structures associatives sur des domaines communs ?

Dotées d'une image plutôt parapublique, les associations sont pour les Français plus éloignées de la sphère économique, du marché : près de deux personnes sur trois (64%) estiment ainsi que les associations n'empiètent pas sur l'action des entreprises ; d'ailleurs, 54% jugent que le mot « entreprise » ne leur correspond pas. Et près d'une sur deux (45%) estime qu'elles ne participent pas à la bonne santé de l'économie.

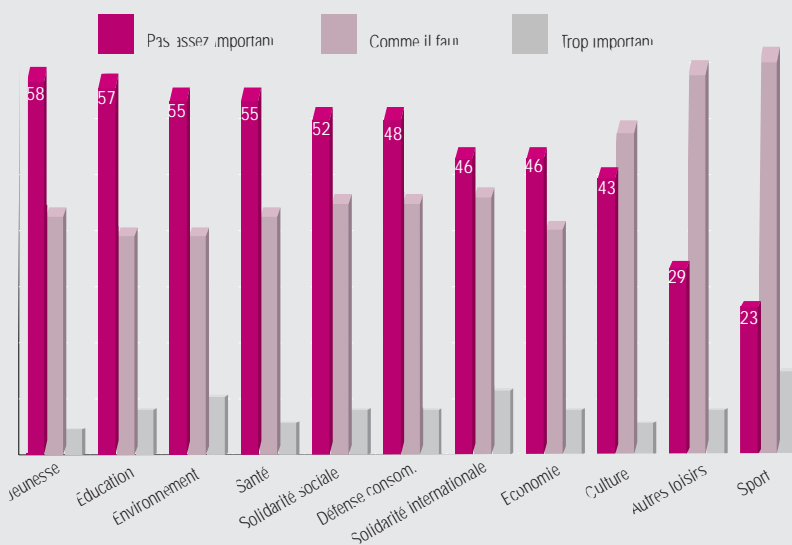
Huit Français sur dix concernés

Depuis plus d'une vingtaine d'années, la notion de « participation citoyenne » a été abondamment débattue. La baisse des inscriptions sur les listes électorales et l'augmentation de l'abstention aux différents scrutins ont souvent conduit à s'interroger sur la montée de l'indifférence pour la participation, par délégation, du citoyen à la vie publique.

Mais dans le même temps la vivacité du tissu associatif et l'image dont celui-ci bénéficie dans l'esprit des Français reposent en effet sur un vaste réseau d'adhérents et de bénévoles qui gravitent dans son sillage. On compte près de 40% de personnes déclarant être effectivement membres d'au moins une association, et plus de la moitié de ces membres (54%) sont adhérents à deux associations et plus. Une précédente étude du CRÉDOC mettait

Les associations jugées trop absentes des grands domaines « publics »

Opinion sur le rôle joué par les associations dans différents secteurs (en %)



Source : Enquête CRÉDOC-DIISES sur la Vie Associative, décembre 1998.

d'ailleurs en évidence une forte augmentation de la participation aux associations. Mais, si l'on prend en compte l'ensemble des personnes participant, ne serait-ce qu'occasionnellement ou financièrement sans pour autant adhérer, aux associations, c'est près de 78% des Français que l'on peut alors considérer comme concernés par la vie associative.

Deux degrés d'adhésion

Les « membres impliqués » (13%), les plus actifs, sont adhérents d'au moins une association et y consacrent plus de cinq heures par mois. C'est un public nettement masculin (18% des hommes sont dans ce cas), provenant de milieux aisés et diplômés. Les seniors sont également plus nombreux que

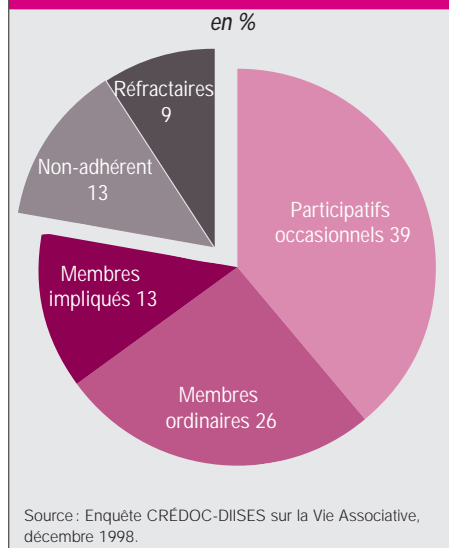
la moyenne à s'impliquer (17% des 60 ans et plus).

L'implication se mesure à plusieurs phénomènes : 63% des personnes de cette catégorie sont membres d'au moins deux associations ; 69% adhèrent depuis plus de dix ans ; par ailleurs, s'ils déclarent des montants de cotisations annuelles proches de la moyenne de l'ensemble des adhérents – 330 F –, ils font état de frais et de dépenses très élevés : en moyenne, un « membre impliqué » dépenserait plus de 2 000 F par an au profit de son association. Enfin, un tiers d'entre eux passent plus de dix heures par mois à s'occuper de l'association. Cet engagement au sens large porte majoritairement sur une activité plutôt tournée vers l'épanouissement personnel : 80% adhèrent à une association sportive, culturelle ou de loisirs ; par comparaison, 36% à une association défendant une « cause » sociale ou humanitaire. Il s'exprime aussi bien dans l'opinion des « membres impliqués » : pour eux, association rime plus encore que pour l'ensemble de la population avec solidarité, bénévolat et avenir ; de même se montrent-ils plus convaincus encore de l'efficacité (88%) ou de l'importance des associations dans la vie démocratique (96%).

Les « membres ordinaires » (26%) se définissent comme des adhérents consacrant moins de cinq heures mensuelles à l'association et ne participant pas systématiquement à ses assemblées générales. Contrairement aux plus « impliqués », on ne trouve ici aucun trait spécifique concernant l'âge ou le sexe des participants. En revanche, le statut socio-économique demeure fortement prégnant : 38% des personnes de professions intermédiaires, 35% des hauts revenus, 35% des diplômés du supérieur sont ainsi des « membres ordinaires ».

Leur vie apparaît moins centrée sur les asso-

Les cinq degrés d'implication dans les associations



Source : Enquête CRÉDOC-DIISES sur la Vie Associative, décembre 1998.

ciations. Ils y consacrent en moyenne entre une et deux heures par mois ; un sur deux n'appartient qu'à une seule association, et plus de quatre sur dix n'effectuent aucune autre dépense que les cotisations (370 F par an en moyenne). Insistant, comme les adhérents plus impliqués, sur le caractère démocratique de ces structures, ils demeurent par contre dans la moyenne des opinions des Français sur tous les autres points.

L'ensemble des adhérents – « membres impliqués » et « ordinaires » confondus – avance deux séries de motivations à leur participation. On devient d'abord membre pour s'engager, pour servir les autres : 31 % sont aiguillonnés par le besoin de « faire quelque chose pour les autres » et 25 % par « le sentiment d'être utile à la société ». Mais on peut également décider d'adhérer par « désir de faire quelque chose avec d'autres personnes » (20 % de l'ensemble des membres recherchent d'abord la convivialité) ou même de « pratiquer une activité pour soi-même » (17 %). Cette attitude plus axée sur la recherche du lien social et de l'épanouissement personnel est un peu mieux représentée chez les « membres ordinaires ».

Participer sans être membre

Sans être soi-même adhérent d'une association on peut, ponctuellement, effectuer des dons ou participer à des actions en sa faveur : c'est le cas des « participatifs occasionnels » (39 %) ; un peu plus jeune que la moyenne des Français (43 % des moins de 40 ans), ce large public se recrute davantage chez les employés (45 % d'entre eux) et les non diplômés (45 %).

Leur action – soutien par des actes ou des dons – est particulièrement orientée en faveur des « grandes causes » : 74 % contribuent à des associations d'aide aux personnes défavorisées, 42 % soutiennent celles qui œuvrent en matière de solidarité internationale. Les actions ou les dons effectués en faveur de structures plus tournées vers la satisfaction de besoins personnels sont moins répandus : par exemple, 28 % des « participatifs occasionnels » font des dons ou participent à des actions ponctuelles pour les associations sportives. Il est vrai que ces dernières ne pratiquent pas ou peu des modes de sollicitation – publicités, mailings – utilisés par les associations caritatives.

Moins d'un Français sur quatre n'est pas concerné par la vie associative

22 % de nos concitoyens de 15 ans et plus se trouvent dans une position de retrait par rapport à la vie associative : ils ne sont pas membres, n'agissent pas et n'effectuent aucun don en faveur de la moindre associa-

Adhésions : le sport d'abord Dons et actions : les grandes causes en tête

| Adhérents et donateurs selon le type d'association (en %) | | |
|---|----------------------------|---|
| | Adhérent à une association | Les Français participant ponctuellement par des actions, des dons |
| Sportive | 16 | 18 |
| Culturelle | 12 | 16 |
| Loisirs | 8 | 9 |
| Aide aux personnes défavorisées | 7 | 54 |
| Parents d'élèves | 6 | 17 |
| Troisième âge | 6 | 11 |
| Confessionnelle | 4 | 13 |
| Jeunes, étudiants | 4 | 15 |
| Aide sociale délocalisée | 4 | 20 |
| Solidarité internationale | 3 | 35 |
| Défense de l'environnement | 3 | 12 |
| Défense des consommateurs | 2 | 7 |
| Défense des droits de l'homme | 2 | 13 |

Source : Enquête CRÉDOC-DIISES sur la Vie Associative, décembre 1998.

tion. Ce retrait s'exprime selon deux attitudes. Les « non-adhérents » (13 %), s'ils ne s'impliquent pas dans les associations, témoignent d'une certaine ouverture à leur égard, envisageant positivement l'idée de pouvoir participer à l'avenir. C'est une attitude caractéristique des jeunes ; elle touche 19 % des moins de 25 ans et des étudiants. De même, cet état d'esprit est un peu mieux partagé par les femmes (15 %) que par les hommes (10 %).

Moins concernés que la moyenne, les « non-adhérents » se montrent également un peu plus sceptiques sur les bienfaits de la vie associative ; 23 % d'entre eux – contre 13 % des Français en général – ne pensent pas que les associations soient démocratiques, et 63 % (contre 52 %) estiment qu'elles sont souvent manipulées.

Les « réfractaires » (9 %) sont absents du champ associatif ; ils vont jusqu'à s'interdire d'envisager une éventuelle adhésion. Ce refus est particulièrement important chez les retraités (14 %), les plus de 65 ans (15 %), comme chez les non diplômés (15 %). Rien d'étonnant à trouver chez les « réfractaires » un plus grand scepticisme concernant la gestion des associations (41 % l'estiment mauvaise), ou leur caractère démocratique (40 % le contestent).

Epanouissement personnel et engagement

En l'espace d'une vingtaine d'années, les centres d'intérêt du public associatif ont largement été redistribués : les associations sportives, culturelles ou de loisirs ont ainsi vu leurs rangs s'étoffer, alors que l'adhésion à des associations de défense des intérêts collectifs stagnait, voire régressait. Ce phénomène est confirmé dans l'esprit des Français, pour la majorité desquels « association » ne rime pas avec « militantisme ». L'analyse de la répartition des adhérents selon les grands types d'association illustre bien : près de trois Français sur dix

La bonne image des responsables d'associations

Dans leur ensemble, les Français rendent justice aux responsables des associations. Pour plus de huit personnes sur dix, ils « sacrifient leur temps libre pour le bien collectif » et « ont de lourdes responsabilités juridiques », au point d'ailleurs qu'une des principales attentes pour améliorer la vie associative est un allègement de ces responsabilités. Les adhérents, et plus particulièrement les « membres impliqués » sont évidemment plus conscients encore de ces points.

Inversement, moins d'un Français sur deux estime que certains « responsables utilisent les finances des associations à des fins personnelles », et à peine un sur trois juge que « les responsables d'associations bénéficient d'un pouvoir trop important ». Il existe ainsi une suspicion légère chez une partie des répondants, plus souvent chez les « participatifs occasionnels » et chez les « non-adhérents ». Elle est vraisemblablement inspirée par quelques scandales encore récents, celui de l'ARC par exemple. Cependant ces critiques demeurent minoritaires, et la reconnaissance du sérieux et de l'engagement des responsables laisse à penser qu'il s'agit plus d'une attitude de vigilance que d'une véritable inquiétude suspicieuse.

(29%) sont membres d'une structure tournée vers l'épanouissement personnel, alors que moins de 13% appartiennent à une association soutenant une grande cause (solidarité internationale, aide aux personnes défavorisées...). Faisant écho à l'indifférence montante vis-à-vis d'un engagement citoyen par délégation, la participation concrète et directe à la vie de la société repose donc d'abord sur la recherche d'une satisfaction personnelle. Ne peut-on pas y voir la montée d'une citoyenneté à tendance hédoniste, remplaçant peu à peu une citoyenneté traditionnelle plus tournée vers le devoir?

Par contre, la «délégation» retrouve toute son importance en matière d'engagement envers les autres : les dons, les actions ponctuelles – à savoir des «signes» qui ne nécessitent pas un grand investissement personnel – bénéficient de prime abord aux associations caritatives et de solidarité.

Le temps, principal frein à la participation

Le manque de temps est le premier argument avancé par tous pour expliquer ce qui peut freiner la participation associative : 41% des Français ont cette opinion. Très loin, ensuite, 13% se disent échaudés par l'existence d'associations douteuses, justification particulièrement citée par les «non-adhérents». Les «réfractaires» se scindent en deux groupes pour expliquer leur attitude : les uns, les plus âgés, insistent sur une situation personnelle qui leur interdit de se déplacer ou de participer financièrement à une association ; les autres évoquent plus souvent leur réticence à agir dans le cadre de structures de nature collective. En définitive, plus de temps libre pourrait inciter 30% des Français à participer ou accroître leur participation à la vie associa-

tive. Mais à peine 7% des personnes interrogées pensent que le passage aux 35 heures pourrait avoir un impact positif dans ce sens. ■

Pour en savoir plus

Les données présentées sont issues de l'enquête sur la vie associative réalisée par le CRÉDOC en décembre 1998 auprès de 1500 personnes représentatives des Français de 15 ans et plus (méthode des quotas).

Les syndicats et les partis politiques n'ont pas été pris en compte dans la liste des différents types d'associations.

- «L'adhésion aux associations reste à un niveau élevé. Plus de seniors, moins de militants», Georges Hatchuel, Jean-Pierre Loisel, CRÉDOC-*Consommation et Modes de vie* n°123, janvier 1998.

- «Association : l'âge de raison», Christophe Fourel, Jean-Luc Volatier, CRÉDOC-*Consommation et Modes de vie* n°78, juin-juillet 1993.

On pourra aussi consulter :

- «Une seule solution, l'association?», *La revue du MAUSS*, n°11, 1^{er} semestre 1998.

- «Le secteur sans but lucratif, Associations et Fondations en France», Edith Archambault, *Economica*, Paris, 1996.

- «Bilan de la vie associative en 1994-1995», rapport du Conseil National de la Vie Associative, La documentation française, Paris, 1996.

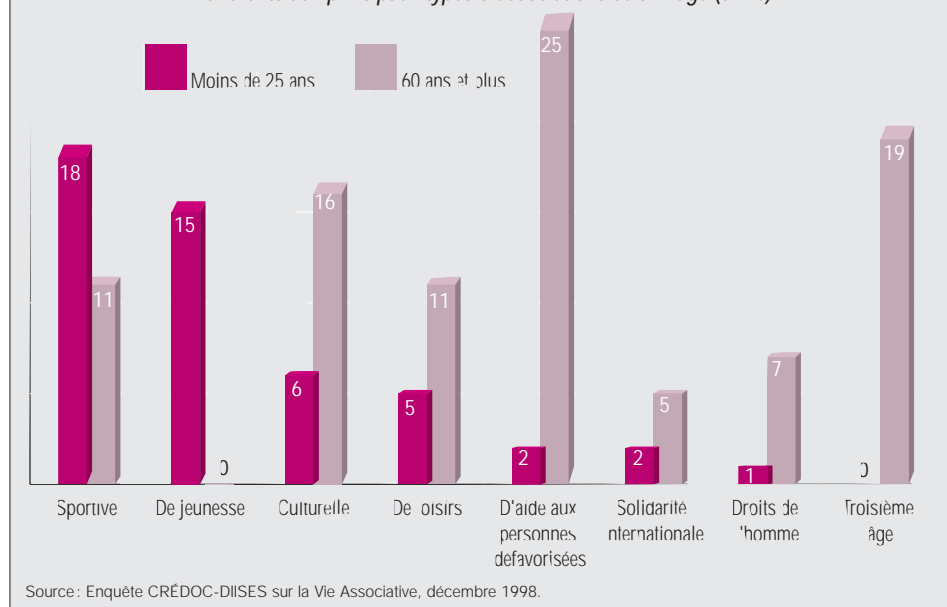
Juniors et seniors dans la vie associative

Le comportement associatif n'est évidemment pas identique chez les «juniors» (15-24 ans) et les seniors (60 ans et plus). 44% de ces derniers sont membres d'une association, contre 31% des plus jeunes. Les seniors apparaissent beaucoup plus «impliqués» : 25% des membres de 60 ans et plus y consacrent plus de vingt heures mensuelles, ce qui n'est le cas que de 15% des moins de 25 ans.

Les domaines d'intervention diffèrent également ; alors que les moins de 25 ans privilégient les associations sportives, les plus de 60 ans sont beaucoup plus tournés vers un engagement altruiste : pour preuve, un senior sur quatre est membre d'une association d'aide aux personnes défavorisées. Les jeunes avancent plus souvent le problème du temps libre comme un handicap majeur à leur participation. 32% estiment que plus de temps libre les conduirait à s'impliquer davantage. Les seniors, pour lesquels le temps pose aussi problème (43% considèrent en manquer) évoquent également des contraintes liées au fonctionnement collectif pour expliquer une éventuelle non-participation.

Les juniors plus sportifs, les seniors plus altruistes

Adhérents aux principaux types d'associations selon l'âge (en %)



CRÉDOC

Consommation et Modes de Vie

Publication du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie

Directeur de la publication : Robert Rochefort

Rédacteur en chef : Yvon Rendu

Relations publiques : Brigitte Ezvan
Tél. : 01 40 77 85 01
relat-presse@credoc.asso.fr

Diffusion par abonnement uniquement
200 francs par an
Environ 10 numéros

142, rue du Chevaleret, 75013 Paris

Commission paritaire n° 2193
AD/PC/DC